



Puissances étrangères :

les liaisons dangereuses du RN

SYNTHÈSE

En ces temps de campagne pour les élections européennes, le Rassemblement national, dans **sa stratégie toujours plus assumée de “normalisation”** du parti, n’apprécie pas de se voir rappeler ses liens douteux avec des puissances étrangères.

Au cours de récentes interviews, Jordan Bardella a condamné Vladimir Poutine et Marine Le Pen a quant à elle rejeté les initiatives extrémistes de son allié au Parlement européen, le parti allemand AfD.

Mais dans les faits ? **Au RN, dirigeants et membres ont entretenu une proximité de longue date avec des dictateurs et des autocrates**, de la Russie de Poutine à la Hongrie d’Orban, en passant par le régime de Bachar al-Assad.

Héritée de Jean-Marie Le Pen, cette tradition n’a pas été entièrement rompue, contrairement à ce qu’aimerait faire croire la tête de liste aux élections européennes, Jordan Bardella.

Si prompt à invoquer notre défense nationale et notre souveraineté, le RN entretient des relations troubles avec des nations qui n’ont pas à cœur les intérêts français. À la clé, des enjeux d’ingérences, encore récemment mis au jour avec l’affaire de la plateforme russe dite [“Voice of Europe”](#).

L’autre élément frappant de cette politique internationale, c’est à quel point il y en a peu, de politique internationale. **Incohérente, bancale, la position officielle de la formation du RN de Marine Le Pen varie beaucoup, au gré du moment, sur des enjeux géopolitiques pourtant cruciaux.** Comme quand Jordan Bardella rétropédale au cours de [son interview avec le média Politico](#), à propos d’une sortie du commandement intégré de l’OTAN, pourtant affichée deux ans plus tôt [au programme présidentiel de Marine Le Pen](#). **“Sans politique cohérente, c’est un parti d’amateurs”**, souffle même une source interne au parti. Pour une formation qui se prétend prête à être aux affaires du pays, ce manque de colonne vertébrale interroge.

Cette note de contexte repose sur une pluralité d’enquêtes journalistiques, sur les témoignages de sources internes au parti, ainsi que sur les travaux d’experts. Elle dresse un état des lieux de ce que l’on pourrait qualifier de “RN connexion”. Basée exclusivement sur des faits, elle vise à informer les citoyennes et citoyens, électeurs et électrices qui se rendront aux urnes le 9 juin, sur la réalité des alliances étrangères du Rassemblement national.



SOMMAIRE

- | | |
|--|----|
| 1. Une amitié de longue date avec la Russie | 04 |
| 2. La dérive à la hongroise | 07 |
| 3. La clique embarrassante au sein du Parlement | 09 |
| 4. Donald Trump : le rêve américain | 11 |
| 5. Le Liban, le compagnon du “sang versé” | 13 |
| 6. Un soutien indéfectible au “boucher de Damas” | 14 |

1.



Une amitié de longue date avec la Russie

Il a beau tenter de s'en défaire, l'accointance du RN avec le Kremlin lui colle à la peau.

Dans la lignée des **étroites amitiés russes et antisémites de son père**, Marine Le Pen **a longtemps soutenu le Kremlin** sans aucune réserve. Elle loue la figure de Poutine, le soutient dans toutes ses initiatives, et **s'entoure de figures ultra russophiles** comme Aymeric Chauprade et Frédéric Chatillon. **“Je ne cache pas que, dans une certaine mesure, j'admire Vladimir Poutine. (...) Nous devons développer des relations avec Moscou, nous partageons de nombreux intérêts communs, tant sur le plan civilisationnel que stratégique”, dit-elle en 2011 au journal russe Kommersant.**

Reçue en 2013 en Russie, **Marine Le Pen, alors présidente du Front national, déclare également** : “La Russie est présentée sous des traits diabolisés (...) une sorte de dictature, un pays totalement fermé : cela n'est pas objectivement la réalité. Je me sens plus en phase avec ce modèle de patriotisme économique qu'avec le modèle de l'Union européenne.” **Elle prône un “combat commun avec les Russes “contre l'effondrement culturel” et “les deux nouveaux totalitarismes du XXI^e siècle, le mondialisme et l'islamisme”.** En 2017, Marine Le Pen persiste, malgré l'invasion de la Crimée par Moscou : elle assure sur BFM TV que cette invasion n'est pas **“illégal**”, et soutient sur CNN qu'il n'y a **“pas eu d'invasion russe de la Crimée”**, ajoutant, dans la droite lignée de la propagande du Kremlin, que **“la Crimée a toujours été russe”.**

Cette époque pas si lointaine, c'est la phase de lune de miel entre le Kremlin et les extrêmes droites européennes, estime Anton Shekhovtsov, directeur du Centre pour l'intégrité démocratique. **Le 24 mars 2017, Marine Le Pen est reçue avec faste au Kremlin.** De nombreuses figures d'extrême droite se prêtent au rôle d’“observateurs” des élections russes, pour en garantir la pseudovalidité.

L'origine de cette appétence pro-russe, selon le spécialiste de l'extrême droite française Nicolas Lebourg : la guerre au Kosovo en 1999, et **la nécessité, d'après l'extrême droite, d'un rempart contre l'islamisme.** “C'est un moment essentiel pour comprendre l'appétence française pour la Russie, dès lors perçue comme seule apte à pouvoir proposer un rempart tout à la fois contre une globalisation unipolaire sous domination américaine et contre l'islamisme.”

La Russie est le “banquier” du RN. Pour financer sa campagne, en 2014, le FN a contracté un prêt de 9 millions d'euros auprès d'une banque russe. “Le Front national, nouveau parti de l'étranger ?” interroge alors Mediapart, qui révèle l'affaire. Cette affaire de prêt russe jette le doute sur la campagne présidentielle menée par Marine Le Pen : quelle indépendance peut-elle avoir vis-à-vis du Kremlin ?

Le rapport d'enquête daté du 1er juin 2023 qualifie le RN de **“courroie de transmission” de la Russie.**

1. Une amitié de longue date avec la Russie

Dans une tentative frénétique de se dédouaner de ces accusations de connivence, le RN demande une commission d'enquête parlementaire sur les ingérences étrangères. **Une initiative qui lui revient en pleine figure façon boomerang : le rapport d'enquête daté du 1er juin 2023 qualifie le RN de "courroie de transmission" de la Russie.**

Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, ce tropisme pro-Moscou s'avère plus difficile à assumer. Les mots de la dirigeante du RN se font plus mesurés. Officiellement, Marine Le Pen s'est mise à condamner l'invasion de l'Ukraine mais tente de ménager chèvre et chou en appelant à la "paix", **parle de "pragmatisme" sur France inter le 20 mars 2024.** "Si je pensais que les intérêts vitaux de la France étaient en cause dans le conflit dramatique, meurtrier, que la Russie mène à l'Ukraine, je serais pour la guerre. Mais je considère que les intérêts vitaux de la France ne sont pas en cause.", dit-elle. À L'Hémicycle, elle agite le spectre d'une "guerre de Cent ans".

Et Jordan Bardella, alors ? Officiellement, le président du RN, tête de liste aux Européennes, condamne Poutine et sa "stratégie offensive" lors d'une conférence de presse fin février, en des mots plus fermes que Marine Le Pen. "Oui, la Russie est une menace pour nos intérêts", dit-il sur France 5 le 27 mars, interrogé par Patrick Cohen. Il se positionne pour l'envoi de missiles antiaérien, et l'accueil de réfugiés. Confronté sur les positions pro-poutinistes de leurs alliés au sein du groupe européen Identité et démocratie, et **sur le manque de "clarté et de cohérence" de son parti, Bardella essaie de balayer.**

Sauf que lorsqu'il a l'occasion de condamner Moscou, via son suffrage au Parlement européen où il siège, Jordan Bardella s'en garde bien. Au diapason du groupe RN, il s'oppose, s'abstient ou est absent sur toutes les résolutions visant à condamner les agissements russes. Par exemple, **il vote contre la recommandation de 2021 du Parlement européen** visant "à ce que tout nouvel engagement avec le Kremlin dépende de la promesse de ce dernier de mettre fin à son agression intérieure contre son propre peuple (...) et mettre un terme à son agression extérieure contre les pays voisins".

En 2023, son groupe s'abstient à deux reprises de condamner le traitement infligé par Moscou à l'opposant Alexeï Navalny, mort récemment dans des conditions de détention brutale. En 2020, quand il n'était pas encore président du RN, **Bardella avait même voté contre un texte qui condamnait la tentative d'empoisonnement de Navalny.**

Confronté sur cette timidité sur BFM le 25 février, **le leader RN se défend** : "Ce n'est pas à l'UE de décider si tel ou tel État a bien fait les choses. La diplomatie comme l'armée et la défense relèvent de la compétence des États." Sauf qu'il est pris en flagrant délit de girouettisme, quand le journaliste Benjamin Duhamel pointe que le camp RN ne s'est pas privé, en 2021, **de condamner la répression des opposants à Cuba.**

Par ailleurs, le RN continue de promouvoir **l'eurodéputé Thierry Mariani, un proche revendiqué de Moscou**, et sous le coup d'**une enquête pour corruption pour ses liens étroits avec le pouvoir de Poutine.** Le "petit télégraphiste du Kremlin" a même été envoyé débattre le 13 mars sur Public Sénat, à la place de Jordan Bardella, la tête de liste. Le rapport parlementaire sur les ingérences étrangères de 2023 a confirmé sa "grande proximité idéologique et politique [avec] le pouvoir russe".

De manière générale, le RN se défend en assurant que l'agression russe envers l'Ukraine ne concerne pas la France. Et qu'on ferait mieux de s'en tenir éloignés.

Et puis, patatras. Cette posture du RN se fracasse contre l'actualité, qui établit que la Russie semble bien décidée à influencer sur la politique européenne et française. Le 27 mars 2024, les services secrets tchèques mettent au jour **une vaste opération d'influence russe**, via la plateforme Voice of Europe, un pseudosite d'information en ligne qui relaie principalement du contenu anti-immigration.

1. Une amitié de longue date avec la Russie

L'enquête du journal allemand *Der Spiegel* révèle qu'il est question de tentative d'ingérence au cœur même du Parlement européen. Une opération qui aurait eu pour but d'influencer les élections européennes à venir. Aux manettes, Viktor Medvedchuk, un oligarque d'origine ukrainienne, déchu de sa nationalité à cause de sa propagande pro-russe. L'homme est un proche de Poutine, qui est le parrain de sa fille.

Le site est mis hors ligne, mais les vidéos issues de Voice of Europe circulent encore, et révèlent notamment une interview de l'eurodéputée RN Patricia Chagnon. Thierry Mariani, le député RN pro-Kremlin, encore lui, est également mis en avant par Voice of Europe au cours d'une table ronde d'"amis de la Russie", selon Anton Shekhovtsov, et son nom apparaît encore dans l'historique de recherche du défunt site.

Au-delà de la déstabilisation, il s'agirait de corruption. Selon le Premier ministre belge Alexander De Croo, des centaines de milliers d'euros auraient été versés à des parlementaires européens. Plus précisément, si l'on en croit le *Spiegel*, qui reprend des infos communiquées par les services secrets tchèques, des politiciens issus de six pays européens, dont la France. Leurs noms n'ont pas été révélés.

Plus proche de nous, le conglomérat médiatique d'extrême droite du milliardaire Vincent Bolloré, qui après son soutien à Zemmour, semble œuvrer pour favoriser la prise de pouvoir du RN, présente aussi des accointances pro-russes marquées. Le nouveau correspondant de la chaîne Cnews en Russie travaille aussi pour Russia Today, la chaîne télé officielle du Kremlin, sans que cette accointance soit précisée. Côté JDD, trois nouvelles plumes sont issues de la défunte chaîne Russia Today France, interdite de diffusion après l'invasion de l'Ukraine.

Pour comprendre cette stratégie d'influence de Moscou, il faut rappeler que même si l'extrême droite se distancie officiellement du Kremlin, leurs intérêts convergent. Une extrême droite au pouvoir resterait, malgré les atermoiements du RN, la meilleure nouvelle possible pour Moscou. C'est ce qu'explique Anton Shekhovtsov, directeur du Centre pour l'intégrité démocratique en Autriche : "La Russie favorise la montée des extrêmes droites européennes, car elles sont bien plus isolationnistes que les autres partis. Ces partis s'intéressent prioritairement à leur propre pays. L'idée, c'est que le reste "n'est pas notre affaire". Soit précisément le discours que tient Le Pen aujourd'hui.

Selon le Premier ministre belge Alexander De Croo, des centaines de milliers d'euros auraient été versés à des parlementaires européens. Plus précisément, si l'on en croit le Spiegel, qui reprend des infos communiquées par les services secrets tchèques, des politiciens issus de six pays européens, dont la France.



La dérive à la hongroise

“La vie européenne libre est aujourd’hui sérieusement menacée. L’immigration, une attaque contre nos familles, la propagande LGBTQ et le rêve fébrile d’une Europe fédérale nous menacent tous. [...] Vous êtes nos compagnons d’armes. Madame Le Pen est un grand guerrier expérimenté. Je lui souhaite bonne chance dans son combat ! Aux armes, citoyens ! Formez vos bataillons ! Vive l’Europe libre !” Ce soutien martial, Marine Le Pen le doit au Premier ministre hongrois Viktor Orbán dans [une vidéo publiée en février 2022](#), dans le cadre de sa campagne présidentielle.

Le Premier ministre hongrois est un modèle affiché de Marine Le Pen, et on pourrait même dire qu’il s’est ajouté à Vladimir Poutine dans son cœur... **Et dans son portefeuille. C’est grâce à un prêt de la banque hongroise MKB que la dirigeante du RN a pu mener campagne en 2022.** Officiellement, Viktor Orbán n’a joué aucun rôle dans [ce prêt de 10,7 millions d’euros](#), mais son ami d’enfance et première fortune hongroise, l’homme d’affaires Lorinc Mészáros, est l’un des principaux actionnaires de la MKB.

En septembre 2023, [MLP est reçue par Orbán à Budapest](#). Ils s’affichent tout sourire, enfin surtout Le Pen. Ils appellent à “donner ensemble une réponse forte aux ambitions impérialistes de Bruxelles, à ses politiques économiques peu judicieuses et à ses initiatives pro-migrants”.

Ensemble au Parlement européen ? **Le RN et le reste du groupe Identité et Démocratie rêvent de le rallier à l’issue des prochaines élections européennes. Viktor Orbán serait un allié de poids** : pour l’instant, au Parlement européen, son parti, le Fidesz, est non affilié, après avoir quitté le groupe de droite PPE. Ce serait une sacrée prise de guerre s’il rejoignait le groupe ID, qui afficherait parmi ses troupes, pour la première fois, un parti au pouvoir.

S’il y en a un qui ne cache pas son enthousiasme à cette perspective, c’est le chef de la délégation française au sein du groupe ID, l’eurodéputé RN Jean-Paul Garraud : “Quant à l’adhésion du Fidesz à ID, nous y sommes très favorables, [dit-il à Euractiv France le 29 janvier](#). Les liens personnels d’amitié qui unissent Viktor Orbán et Marine Le Pen sont solides, tout comme les liens étroits que j’entretiens avec les députés hongrois du Fidesz. Nous espérons leur venue naturellement.” Ce même député [affiche fièrement sur son compte X](#) : “**Vraiment très sensible aux remerciements personnels du Premier ministre Viktor Orbán pour mes actions au soutien de la Hongrie, victime du harcèlement de Bruxelles !**”

*“L’immigration, une attaque contre nos familles, la propagande LGBTQ et le rêve fébrile d’une Europe fédérale nous menacent tous. [...] **Madame Le Pen est un grand guerrier expérimenté.** Je lui souhaite bonne chance dans son combat !”*

- Viktor Orbán, 2022

2. La dérive à l'hongroise

Alors c'est quel genre de modèle, Orban ? On est loin de la dédiabolisation officiellement affichée par le RN. **Le Premier ministre a repris à son compte le terme de démocratie illibérale** et l'applique en démantelant l'État de droit hongrois. Traque des ONG accusées de favoriser les "intérêts étrangers", **pacte nucléaire avec Poutine**, mise sous tutelle des médias, remaniement de la loi électorale à son profit... Dès 2018, au Parlement européen, **le RN refuse de condamner ses dérives**.

Sur le plan sociétal, et **sous couvert de valeurs chrétiennes**, Orban assume une ligne ultra-réactionnaire. **Il renvoie les femmes au foyer**, s'attaque **aux droits reproductifs**, persécute **les LGBT**, encourageant légalement les Hongrois à "signaler" **les familles homoparentales**.

Sur le plan idéologique, **il est le grand inspirateur de Marine Le Pen**. **Qui reprend nombre de ses propositions dans sa campagne de 2022**. À commencer par la défense du référendum, une arme bien pratique pour contourner les contre-pouvoirs, comme la Constitution ou le Parlement, et s'attaquer aux minorités au prétexte d'une décision du plus grand nombre.

Autres similitudes : la proposition par Marine Le Pen d'expulser des étrangers en situation irrégulière fait écho au refoulement des migrants par la Hongrie vers la Serbie. **Marine Le Pen tient également un discours nataliste, "choix de la continuité de la nation" et de la "transmission de notre civilisation" qui ressemblent à un décalque des mesures mises en place à Budapest. Comme cette idée d'un prêt immobilier** pouvant aller jusqu'à 100 000 euros", proposé aux familles et transformable "en don" à partir du troisième enfant.

Un **"risque de dérive à la hongroise"** se dessine également sur le plan médiatique, **comme le pointe le correspondant à Vienne du Monde**. Il souligne que la formule Bolloré, qu'on dit souvent inspirée de l'empire réactionnaire Fox news, ressemble à la stratégie impulsée par Orban. À savoir, actionner par le biais d'un milliardaire un conglomérat de médias d'extrême droite, sous prétexte de lutter contre la pensée de gauche. À la clé : une domination des éditorialistes au détriment des reportages, une avalanche de fake news de droite, et des scandales de corruption qui passent à l'as.

*Sur le plan sociétal, et sous couvert de valeurs chrétiennes, Orban assume une ligne ultra-réactionnaire. **Sur le plan idéologique, il est le grand inspirateur de Marine Le Pen, qui reprend nombre de ses propositions dans sa campagne de 2022.***

3.



La clique embarrassante de Bruxelles

On y trouve **le parti FPÖ autrichien, fondé par d'anciens nazis**. Et puis, il y a l'AfD, la très extrémiste formation allemande, qui pose problème ces jours-ci au RN. Plusieurs **membres de l'AfD ont parlé "remigration" lors d'une réunion secrète, avec des néonazis et des hommes d'affaires**

Considéré comme radioactif au sein du Parlement européen, le groupe Identité et Démocratie, dont fait partie le RN, **comporte de nombreuses formations aux accointances ultra-radicales et souvent pro-russes, qui contredisent l'affichage lissé de la formation menée par Jordan Bardella**. On y trouve le parti FPÖ autrichien, fondé par d'anciens nazis ; **Marine Le Pen avait été invitée d'honneur de leur bal, en 2012**. Mais également la Ligue de l'Italien Matteo Salvini, **en difficulté par ses positions pro-russes, qui assume en justice d'avoir bloqué en mer un navire de migrants**.

Marine Le Pen fait de grandes démonstrations envers son **"très grand ami" Salvini**, à qui elle a **rendu visite en septembre 2023**. Le soutenant ainsi dans sa rivalité contre Giorgia Meloni, la Première ministre italienne, **contre laquelle elle envoie quelques tacles**. En effet, Meloni appartient à une formation concurrente au Parlement européen, plus modérée. Et Le Pen l'accuse de "concessions" à Bruxelles, en matière d'immigration.

De son côté, Jordan Bardella possède aussi **des connexions qui le rapprochent de l'extrême droite italienne**, à travers deux mouvements extrémistes fondamentaux dans sa progression politique. Le leader du RN a ses racines au sein du **GUD, groupe étudiant violent**, et la Nouvelle Droite, courant de pensée prônant un "racisme différentialiste", où officie un de ses mentors et son ex-beau-père. Ces deux mouvements présentent de nombreuses accointances, notamment en business, avec **le mouvement néofasciste Casapound**.

Et puis, il y a l'AfD, la très extrémiste formation allemande, qui pose problème ces jours-ci au RN. **Plusieurs membres de l'AfD ont parlé "remigration" lors d'une réunion secrète, avec des néonazis et des hommes d'affaires à Potsdam fin novembre, comme l'a rapporté le journal d'investigation indépendant Correctiv**. **Soit l'expulsion de tous les étrangers et des citoyens allemands d'origine étrangère**. Une révélation qui provoque **d'immenses manifestations en Allemagne**, et embarrasse les alliés français.

3. La clique embarrassante de Bruxelles au sein du Parlement européen

Marine Le Pen assure ne jamais avoir défendu une quelconque “remigration”, et assure qu’il y a là une **“opposition flagrante”** entre le RN et l’AfD sur cette question. “Nous serons amenés à discuter ensemble de divergences aussi importantes que celles-là et voir si ces divergences ont ou pas [...] des conséquences sur la capacité que nous avons à nous allier dans un même groupe.”

Mais si Marine Le Pen s’est publiquement démarquée du projet, **elle a reçu à déjeuner Alice Weidel, présidente de l’AFD tout récemment, avec Bardella, en toute discrétion.** C’est Weidel elle-même **qui l’a affiché sur son compte X.**

Jordan Bardella se montre embarrassé quand on l’interroge sur l’affaire de l’AfD, le 28 mars, sur Politico. Il finit par dire à plusieurs reprises : “Qu’est-ce que vous voulez que je vous dise”. **Plus largement, la tête de liste RN ne semble pas à l’aise avec cette question des alliances pas très reluisantes du RN, soulevée le 27 mars sur France 5.** Il tente d’esquiver : **“C’est de la cuisine des couloirs du Parlement européen”.**

Sauf que cette “cuisine” a un impact concret : des votes en commun, qui font avancer l’agenda de l’extrême droite européenne. **Si jamais les élections se passent comme prévu par les sondages, l’ID pourrait gagner 40 sièges, et avec une force d’une centaine d’eurodéputés, serait le 3e groupe le plus important au Parlement européen.** Ce serait la fin probable du **“cordon sanitaire”** qui l’empêchait, jusqu’ici, d’accéder à des postes-clés. **Le groupe ID pourrait influencer de manière décisive sur les décisions européennes.** Une avancée vers l’essor d’une **“internationale illibérale”.**

Si jamais les élections se passent comme prévu par les sondages, l’ID serait le 3e groupe le plus important au Parlement européen.



Donald Trump : le rêve américain

Il en va de Donald Trump comme de Poutine : l'allégeance de Marine Le Pen a fluctué. D'un amour déclaré à **une prise de distance** ("Tout acte de violence qui vise à attenter au processus démocratique est inadmissible, et j'ai été très choquée des images au Capitole.") au moment de l'assaut au Capitole de partisans de Trump, le 6 janvier 2022, qui refusaient d'entériner la défaite de leur champion.

Mais Trump pourrait retrouver le chemin du pouvoir et donc celui de l'affection du RN. Jordan Bardella, interrogé sur Politico le 28 mars à propos de sa préférence pour la présidentielle américaine à venir en 2024, dit que **son cœur "penche du côté de Trump"**.

Marine Le Pen s'était montrée très favorable au président américain alors en exercice, allant jusqu'à tenter de le rencontrer en 2017 en bas de la Trump Tower. **Sans succès, puisque ce dernier déclare alors qu'il ne la connaît pas** ! Pour se justifier de sa venue, elle dit alors **"chercher des financements partout"**. En effet, entre la Russie, la Hongrie et les États-Unis, la quête de fonds du RN ne connaît pas les frontières.

Une figure trumpiste qu'on a bien vue aux côtés de Marine Le Pen, c'est Steve Bannon. Cet ancien conseiller stratégique de Trump est le créateur du site Breibart, un havre pour les suprémacistes blancs et les néonazis américains, **spécialisé dans le contenu raciste et antisémite**.

Steve Bannon s'est déclaré "conseiller informel" de Marine Le Pen pour les élections européennes de 2019.

4. Donald Trump: le rêve américain

Steve Bannon s'est déclaré "conseiller informel" de Marine Le Pen pour les élections européennes de 2019, mais officiellement elle s'en est distancée, en disant qu'il ne jouait "aucun rôle" dans sa campagne.

Elle n'a pas toujours été si froide avec Bannon. En mars 2018, le Front national, qui n'était pas encore devenu le Rassemblement national, **déroulait pourtant le tapis rouge à Steve Bannon** pendant le congrès du parti à Lille. "Bienvenue à Steve Bannon", avait ainsi tweeté Louis Aliot.

Marine Le Pen avait elle remercié l'Américain "pour sa venue" et "son discours instructif et enthousiasmant".

Louis Aliot, le compagnon de l'époque de Marine Le Pen l'avait rencontré dès 2017, puis dans un hôtel de luxe londonien, en 2018. Le motif de la consultation est financier. "Ils venaient le voir comme consultant. Très rapidement, ils lui ont parlé argent", **témoigne une documentariste pour Envoyé spécial.**

Après son passage auprès de Donald Trump, Steve Bannon se lance dans une aventure européenne : à l'occasion des élections européennes de 2019, **il veut créer un "super-groupe" d'extrême droite de dimension européenne.**

Dans cette optique, **le polémiste fonde The Movement, une ONG d'extrême droite** basée à Bruxelles, et visant à soutenir les mouvements nationalistes et extrémistes à travers l'Europe. Son autre ambition : fonder une prétendue "**école de gladiateurs**", une académie judéo-chrétienne en Italie via le Dignitatis Humanae Institute. C'est un flop. La première initiative met la clé sous la porte, la deuxième, qui impliquait de s'installer dans un monastère à Rome, lui vaut carrément des poursuites, à cause d'un dossier de candidature jugé mensonger.

Son aventure tourne court, notamment car de nombreuses formations d'extrême droite européennes **sont anti-américaines, et le font savoir.** Et maintenant **Bannon est empêtré dans les ennuis judiciaires à domicile.**

Néanmoins, à l'aune d'une possible réélection de Trump, l'horizon européen semble s'éclaircir pour Steve Bannon. Toutes les charges pour fraude ont été abandonnées le 8 mars 2024 contre son bras droit dans l'affaire du monastère romain. Le jour même, Bannon rencontra Viktor Orban à l'ambassade hongroise de Washington. **Sa victoire en justice pourrait le relancer** dans son projet d'une académie européenne de formation des populistes. Qu'en pense-t-on au RN ?

*Steve Bannon se lance dans une aventure européenne : à l'occasion des élections européennes de 2019, **il veut créer un "super-groupe" d'extrême droite.** Dans cette optique, le polémiste fonde **une ONG d'extrême droite** basée à Bruxelles et **une académie judéo-chrétienne** en Italie.*

5.



Le Liban, le compagnon du “sang versé”

Le Liban est le premier pays à accueillir une visite officielle de Marine Le Pen, en 2017. Un voyage destiné à **montrer sa carrure présidentielle**. Son accomplissement principal : l'annulation de sa visite au mufti, **car elle ne veut pas se voiler**. Ce coup d'éclat **lui vaut des critiques de ses hôtes au Liban**.

Marine Le Pen s'attache à prôner sa proximité “du sang versé” avec le Liban. Plusieurs membres du FN ont en effet combattu aux côtés des milices chrétiennes lors de la guerre civile libanaise (1975-1990).

Plusieurs membres présents et passés du RN affichent cet héritage chrétien libanais. Le personnage central de ces liens, **c'est Elie Hatem, sulfureux avocat libanais**, qui fait le pont entre le RN et la droite chrétienne libanaise. Ce vieil ami de Jean-Marie Le Pen a été sur une liste aux municipales RN en 2014. Il fait aussi partie de l'Action française, dont il a fondé un mouvement dissident. Il est pro-Soral et Dieudonné, royaliste et maurassien. Il est toujours officiellement au RN.

Il y a aussi eu Jean-François Jalkh, qui assure la présidence par intérim du FN quand Marine Le Pen se présente à la présidentielle de 2017, **également d'origine libanaise**. Ce proche de Jean-Marie Le Pen, aujourd'hui poursuivi pour escroquerie dans l'affaire des emplois fictifs d'assistants parlementaires par le RN, a été eurodéputé RN jusqu'en 2019. **Il ne cadre pas vraiment avec la dédramatisation affichée** : aux côtés de Jean-Marie Le Pen, il a rendu hommage au maréchal Pétain à l'église intégriste Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et **a tenu des propos négationnistes**.

Pour toutes ces raisons, Jordan Bardella n'assume guère leur connexion ; il a été son assistant parlementaire, en 2015, au Parlement européen. Une ligne qu'il n'affiche pas sur sa biographie officielle.

Lors de la campagne présidentielle de 2022, Marine Le Pen continue de rendre hommage au **“Liban cher à mon cœur”**, qu'elle présente comme une de ses “priorités”. Elle exprime son attachement à la défense de la francophonie et aux chrétiens d'Orient.

Elie Hatem, sulfureux avocat libanais, fait partie de l'Action française, dont il a fondé un mouvement dissident. Il est pro-Soral et Dieudonné, royaliste et maurassien. Il est toujours officiellement au RN.



Un soutien indéfectible au “boucher de Damas”

Enfin sur le sujet syrien, contrairement à d’autres, Marine Le Pen présente le mérite de la cohérence. **Elle a toujours défendu le dictateur syrien Bachar al-Assad**, qu’elle présente comme unique rempart crédible dans la lutte contre l’islamisme. Visé par un mandat d’arrêt international, Assad est **accusé d’innombrables crimes de guerre** : d’avoir réprimé dans le sang la révolte de sa population civile, **de l’avoir bombardée au gaz sarin**, d’avoir mis en place **des tortures et violences sexuelles systémiques** de **ses opposants dans ses geôles**.

Dès 2015, au nom de la “**politique du réel**”, la cheffe du FN prône une alliance avec Assad. Le présentant comme un “**moindre mal**”, elle réitère son soutien constamment, comme en 2017, établissant une comparaison avec Staline. **Elle se distancie même de Donald Trump** quand celui-ci décide de lancer des frappes en Syrie. **Une position alignée avec celle de Vladimir Poutine**.

Interrogée dans le cadre de sa campagne présidentielle en avril 2022, elle persiste : “J’ai plaidé **pour le rétablissement des relations diplomatiques de la France avec la Syrie**. [...] J’avais d’ailleurs regretté — j’assume tout à fait cette position — la rupture [de ces relations], qui nous a aveuglés, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme islamiste, peut-être au moment le plus dangereux que traversait le pays.”

Marine Le Pen accorde même un entretien à une chaîne de télévision proche du régime d’Assad, où elle dénonce les “**ingérences étrangères**” en Syrie.

En 2021, sur X, Jordan Bardella tenait un discours, comme souvent, un peu plus policé, mais similaire sur le fond : “Bachar el-Assad n’est pas un enfant de chœur, mais nous avons un ennemi commun en Syrie : Daech.”

*Marine Le Pen a toujours défendu le dictateur syrien Bachar al-Assad, qu’elle présente comme unique rempart contre l’islamisme. Visé par un mandat d’arrêt international, **Assad est accusé d’innombrables crimes de guerre**.*



Puissances étrangères : les liaisons dangereuses du RN

NOTE DE CONTEXTE – AVAAZ, 9 avril 2024

Images sourcées de Wikimedia Commons, accessibles sous Creative Commons (CC) Licensing

Tout au long de la campagne pour les élections européennes, le mouvement citoyen Avaaz, financé par des dons de particuliers, se mobilise dans le but d'alerter, informer et engager sur les enjeux de défense des valeurs démocratiques et républicaines, conformément au mandat que ses membres lui ont confié.

A propos d'Avaaz

Avaaz est une organisation de campagne mondiale qui compte 70 millions de membres dans le monde entier, œuvrant avec passion pour résoudre les plus grands défis de notre époque. Qu'il s'agisse de défendre les droits humains et de protéger la démocratie, de lutter contre la désinformation, de défendre les droits des peuples autochtones, de garantir la protection de la biodiversité ou de pousser les gouvernements à prendre des mesures urgentes en faveur du climat.

Contacts

meryl@avaaz.org
media@avaaz.org

AVAAZ